



ERRATUM

**Sous-commission paritaire pour le secteur socio-
culturel de la Communauté française et germa-
nophone et de la Région wallonne**

**CCT n° 154714/CO/329.02
du 16/09/2019**

Correction du texte français :

- Les derniers articles doivent être renumérotés **8** et **9**.

Correction dans les deux langues :

- Dans le titre des annexes, la date du « 20 mai 2019 » doit être remplacée par « **16 septembre 2019** ».
- Dans ces mêmes annexes, la référence à la « CCT du 2 juillet 2012, modifiée par la CCT du 26-06-2018 » doit être remplacée par « CCT du **16 septembre/september 2019** ».

Décision du **08 -09- 2020**

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor de socio-culturele sec-
tor van de Franstalige en Duitstalige Gemeen-
schap en het Waalse Gewest**

**CAO nr. 154714/CO/329.02
van 16/09/2019**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- De twee laatste artikelen moeten **8** en **9** her-
nummerd worden.

Verbetering in beide talen :

- In de bijlagen moet de datum van « 20 mai 2019 » moet vervangen worden door « **16 september 2019** ».
- In die bijlagen moet de verwijzing naar « CAO van 2 juli 2012, gewijzigd door de CAO van 26-06-2018 » (moet vervangen worden door « CAO van **16 september 2019** »).

Beslissing van **08 -09- 2020**

Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne – SCP 329.02

Convention collective de travail du 16 septembre 2019

Convention collective de travail abrogeant et remplaçant la CCT du 23 avril 2007 relative à l'octroi d'une prime syndicale au personnel du secteur socio-culturel dépendant de la Région wallonne (Convention enregistrée le 25 juin 2007 sous le numéro 83445/CO/329.02)

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne et dont le siège social des associations est établi en Région wallonne et relevant d'un des secteurs suivants :

- Les Centres régionaux d'intégration pour les personnes étrangères, agréés en vertu du livre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives à l'intégration des personnes étrangères;
- Les Initiatives locales d'intégration agréées en vertu du Livre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives à l'intégration des personnes étrangères;
- Les Centres d'Insertion SocioProfessionnelle agréés et subventionnés en vertu du Décret wallon du 10 juillet 2013 relatif aux Centres d'Insertion SocioProfessionnelle;
- Les services de traduction et d'interprétariat en milieu social agréés en vertu du Livre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives à l'intégration des personnes étrangères;
- Les Centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés agréés par l'AViQ en vertu de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre III, relatives aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés;
- Les Missions régionales pour l'emploi agréées et subventionnées en vertu du Décret de la Région wallonne du 11 mars 2004.
- L'Interfédération des CISP ASBL, désignée en vertu du Décret de la Région wallonne relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle du 10 juillet 2013;
- l'InterMire ASBL, désignée en vertu du Décret de la Région wallonne du 19 mars 2009 modifiant le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi;
- Les centres PMTIC reconnus en vertu du Décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication;
- Les Maisons Arc-en-ciel et leur fédération, reconnues en vertu du Livre VII du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'aide aux personnes lesbiennes, gays, bisexuels, bisexuelles et transgenres et de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2015 portant exécution du Livre VII du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant dans le Code réglementaire un Livre VIII relatif à l'aide aux personnes lesbiennes, gays, bisexuels, bisexuelles et transgenres.

Art. 2. Par "travailleurs", on entend : les ouvriers et employés, masculins et féminins.

Art.3.

§1. En application de l'Accord cadre tripartite 2007-2009 du 28 février 2007 pour le secteur non marchand privé wallon, les travailleurs occupés dans les institutions reprises à l'article 1er, affiliés à l'une des organisations représentatives des travailleurs siégeant au sein de la Sous-commission paritaire 329.02, bénéficient d'une prime syndicale annuelle, versée par l'ASBL « Fonds Intersyndical des secteurs de la Région wallonne », ci-après dénommé le « Fonds » et ce, à partir de l'année 2007 (année de référence 2006).

§2. En dérogation au §1, en application de l'Accord cadre tripartite 2018-2020 du 2 mai 2019 pour le secteur non marchand privé wallon, les travailleurs occupés dans les institutions reprises ci-dessous, affiliés à l'une des organisations représentatives des travailleurs siégeant au sein de la Sous-commission paritaire 329.02, bénéficient d'une prime syndicale annuelle, versée par l'ASBL « Fonds Intersyndical des secteurs de la Région wallonne », ci-après dénommé le « Fonds » et ce, à partir de l'année 2019 (année de référence 2018) :

- Les Initiatives locales d'intégration agréées en vertu du Livre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives à l'intégration des personnes étrangères;
- Les services de traduction et d'interprétariat en milieu social agréés en vertu du Livre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives à l'intégration des personnes étrangères;
- L'Interfédération des CISP ASBL, désignée en vertu du Décret de la Région wallonne relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle du 10 juillet 2013;
- L'InterMire ASBL, désignée en vertu du Décret de la Région wallonne du 19 mars 2009 modifiant le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi;
- Les centres PMTIC reconnus en vertu du Décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication;
- Les Maisons Arc-en-ciel et leur fédération, reconnues en vertu du Livre VII du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'aide aux personnes lesbiennes, gays, bisexuels, bisexuelles et transgenres et de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2015 portant exécution du Livre VII du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant dans le Code réglementaire un Livre VIII relatif à l'aide aux personnes lesbiennes, gays, bisexuels, bisexuelles et transgenres.

Art. 4. Les employeurs sont tenus de remettre à tous leurs travailleurs, avec la fiche de paie du mois de janvier de chaque année et par la même voie que cette fiche de paie, le formulaire de demande de paiement de la prime dont le modèle est repris à l'annexe 1 de la présente convention. Dans le cas des travailleurs qui ne font plus partie du personnel au mois de janvier, les employeurs remettent le formulaire aux travailleurs au moment de leur départ de l'institution ou leur font parvenir par courrier ou courriel au plus tard au cours du mois de janvier.

Art. 5. Les employeurs ne sont pas tenus de faire parvenir le formulaire visé à l'article 4 aux travailleurs qui ont été liés par un contrat de travail avec l'institution pour une période inférieure à trois mois au cours de l'année de référence.

Art. 6. En dérogation à l'article 4, le formulaire visé à l'annexe 2 de la présente convention relatif à l'année de référence 2018 est remis aux travailleurs avec la fiche de paie du mois d'octobre 2019 pour les secteurs :

- Les Initiatives locales d'intégration agréées en vertu du Livre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014

modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives à l'intégration des personnes étrangères;

- Les services de traduction et d'interprétariat en milieu social agréés en vertu du Livre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives à l'intégration des personnes étrangères;
- L'Interfédération des CISP ASBL, désignée en vertu du Décret de la Région wallonne relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle du 10 juillet 2013;
- l'InterMire ASBL, désignée en vertu du Décret de la Région wallonne du 19 mars 2009 modifiant le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi;
- Les centres PMTIC reconnus en vertu du Décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication;
- Les Maisons Arc-en-ciel et leur fédération, reconnues en vertu du Livre VII du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'aide aux personnes lesbiennes, gays, bisexuels, bisexuelles et transgenres et de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2015 portant exécution du Livre VII du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant dans le Code réglementaire un Livre VIII relatif à l'aide aux personnes lesbiennes, gays, bisexuels, bisexuelles et transgenres.

Dans le cas des travailleurs qui ne font plus partie du personnel au mois d'octobre 2019, les employeurs leur feront parvenir le formulaire par courrier ou courriel au cours de ce mois.

Art. 7. S'il prend connaissance de la non diffusion par l'employeur, à l'ensemble du personnel concerné, du formulaire visé aux articles 4 et 6, quelle qu'en soit la raison, le Fonds adresse à cet employeur un rappel sous la forme d'un courrier, avec copie à l'organisation représentative des employeurs siégeant à la sous-commission paritaire et au président de cette sous-commission.

L'employeur concerné par le rappel transmet dans les 30 jours de la réception de ce rappel le formulaire aux travailleurs pour la ou les années concernées.

L'employeur en défaut qui distribue le formulaire dans un délai ne permettant pas la prise en compte, à cause de ce retard, du financement des primes par la Région wallonne qui finance le Fonds, doit lui verser, à sa demande, le montant correspondant au nombre de primes tel qu'attesté par le président de la sous-commission paritaire sur base des formulaires.

L'employeur qui n'a pas distribué les formulaires dans le délai des trente jours est tenu de verser au Fonds, à la demande de celui-ci, le montant correspondant au nombre de primes tel qu'attesté par le président de la sous-commission paritaire sur base du nombre d'affiliés déclaré par les organisations syndicales.

Toutefois, l'employeur en défaut qui fournirait le formulaire dans des délais permettant sa prise en compte par la Région wallonne, qui finance le Fonds, soit dans l'année en cours, soit en tant qu'arriérés, doit, sur demande, obtenir le remboursement des sommes visées aux alinéas précédents par le Fonds dans les 30 jours de la perception par celui-ci. À défaut, ce dernier est tenu de justifier l'impossibilité de recouvrement des sommes par la Région wallonne.

8

Art. 9. Pour les travailleurs dont l'activité relève à la fois de la Région wallonne et de la Communauté française, les primes syndicales ne sont pas cumulables.

Ceux-ci bénéficieront de la prime la plus favorable, soit celle relevant de la Région wallonne à la date de signature de la présente convention. Dès lors, seul le formulaire de prime syndicale pour les secteurs de la Région wallonne devra donc être remis aux travailleurs concernés selon la procédure prévue. Toute modification à ce propos fera l'objet d'une concertation préalable entre les parties signataires.

Les organisations syndicales assureront le paiement de la prime syndicale en accord avec les dispositions en vigueur.

⁹
Art. 8. La présente convention collective abroge et remplace la Convention collective de travail du 23 avril 2007 relative à l'octroi d'une prime syndicale au personnel du secteur socio-culturel dépendant de la Région wallonne (Convention enregistrée le 25 juin 2007 sous le numéro 83445/CO/329.02).

Elle produit ses effets le 1er mai 2019. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de six mois notifié par courrier recommandé au président de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne, qui en informe les autres parties.

16 septembre

Annexe 1 à la convention collective de travail du 20-mai 2019, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne, concernant l'octroi d'une prime syndicale au personnel du secteur socio-culturel dépendant de la Région wallonne

Fonds intersyndical des secteurs de la Région wallonne - Secteur socio-culturel

Demande de prime syndicale : Exercice 20... - payable en 20...

Ce formulaire est délivré dans le cadre du paiement de la prime syndicale au personnel des secteurs non marchand dépendant de la Région wallonne, relevant exclusivement des secteurs repris au verso.
Les employeurs doivent distribuer ce formulaire avec la fiche de paie du mois de janvier.
Les travailleurs syndiqués doivent retourner ce formulaire à leur organisation syndicale avant le mois d'avril.

A compléter par l'employeur

Identification de l'employeur

cachet de l'employeur

Nom de l'association :

Adresse :

N° ONSS :S.C.P. 329.02

SECTEUR(S) : prière de cocher, au verso du présent document, le(s) secteur(s) dont vous relevez

Identification du travailleur

Nom : Prénom :

N° Registre national :

Adresse :

Période d'occupation :

Fraction d'occupation :

Je certifie les informations communiquées sincères et complètes

Signature de l'employeur ou de son représentant :

A compléter par le travailleur*

Organisation syndicale :

N° d'affiliation :

Date d'affiliation :

Adresse Email :

N° de compte pour remboursement : BE.....

cotisation syndicale : temps plein temps partiel

Je certifie les informations communiquées sincères et complètes.

Date :

Signature :

**En vue de protéger la vie privée, les nouvelles règles européennes relatives au règlement général sur la protection des données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen) sont respectées. Les informations transmises sur le présent formulaire ne peuvent être utilisées que dans le cadre du traitement de la prime syndicale telle que prévue par la CCT du 02 juillet 2012, modifiée par la CCT du 26-06-2018. Le soussigné donne son consentement formel à cette utilisation.*

16 septembre 2019

SECTEURS DE LA REGION WALLONNE COUVERTS
PAR LA PRIME SYNDICALE CORRESPONDANT A CE FORMULAIRE

Prière de cocher ci-dessous le secteur dont vous dépendez :

- Les centres régionaux d'intégration
- Les initiatives locales d'intégration
- Les services de traduction et d'interprétariat en milieu social
- Les centres de formation professionnelle AVIQ
- Les centres d'insertion socioprofessionnelle
- Les missions régionales pour l'emploi
- L'Interfédé des CISP
- l'Intermire
- Les centres PMTIC
- Les maisons arc-en-ciel

16 septembre

Annexe 2 à la convention collective de travail du 20-mai 2019, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne, concernant l'octroi d'une prime syndicale au personnel du secteur socio-culturel dépendant de la Région wallonne

Fonds intersyndical des secteurs de la Région wallonne - Secteur socio-culturel

Demande de prime syndicale : Exercice 2018 - payable en 2019

Ce formulaire est délivré dans le cadre du paiement de la prime syndicale au personnel des secteurs non marchand dépendant de la Région wallonne, relevant exclusivement des secteurs repris au verso.
Les employeurs doivent distribuer ce formulaire avec la fiche de paie du mois d'octobre 2019.
Les travailleurs syndiqués doivent retourner ce formulaire à leur organisation syndicale avant le mois de janvier 2020.

A compléter par l'employeur

Identification de l'employeur

cachet de l'employeur

Nom de l'association :

Adresse :

N° ONSS :S.C.P. 329.02

SECTEUR(S) : prière de cocher, au verso du présent document, le(s) secteur(s) dont vous relevez

Identification du travailleur

Nom : Prénom :

N° Registre national :

Adresse :

Période d'occupation :

Fraction d'occupation :

Je certifie les informations communiquées sincères et complètes

Signature de l'employeur ou de son représentant :

A compléter par le travailleur*

Organisation syndicale :

N° d'affiliation :

Date d'affiliation :

Adresse Email :

N° de compte pour remboursement : BE.....

cotisation syndicale : temps plein temps partiel

Je certifie les informations communiquées sincères et complètes.

Date :

Signature :

**En vue de protéger la vie privée, les nouvelles règles européennes relatives au règlement général sur la protection des données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen) sont respectées. Les informations transmises sur le présent formulaire ne peuvent être utilisées que dans le cadre du traitement de la prime syndicale telle que prévue par la CCT du 02-juillet-2012, modifiée par la CCT du 26-06-2018. Le soussigné donne son consentement formel à cette utilisation.*

16 septembre 2019

SECTEURS DE LA REGION WALLONNE COUVERTS
PAR LA PRIME SYNDICALE CORRESPONDANT A CE FORMULAIRE

Prière de cocher ci-dessous le secteur dont vous dépendez :

- Les initiatives locales d'intégration
- Les services de traduction et d'interprétariat en milieu social
- L'Interfédé des CISP
- l'Intermire
- Les centres PMTIC
- Les maisons arc-en-ciel

Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waals Gewest - PSC 32902

Collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2019.

Collectieve arbeidsovereenkomst tot opheffing en vervanging van de CAO van 23 april 2007 betreffende de toekenning van een vakbondspremie aan het personeel van de socio-culturele sector dat van het Waalse Gewest afhankelijk is (Overeenkomst geregistreerd op 25 juni 2007 onder het nummer 83445/CO/329.02)

Artikel 1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers die onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en van het Waalse Gewest vallen en waarvan de maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest gevestigd is, en die afhangen van een van de volgende sectoren:

- De "Centres Régionaux d'Intégration pour les personnes étrangères", erkend krachtens boek II van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen en van het Besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen;
- De "Initiatives locales d'intégration" erkend krachtens Boek II van het Waals Wetboek van sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen en van het Besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van de bepalingen van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen;
- De "Centres d'Insertion SocioProfessionnelle" erkend en gesubsidieerd krachtens het Waals Decreet van 10 juli 2013 betreffende de "Centres d'Insertion SocioProfessionnelle";
- De diensten voor vertalen en tolken in een sociale context erkend krachtens het Boek II van het Waals Wetboek van sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen en van het Besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van de bepalingen van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen;
- De aangepaste Centra voor opleiding en socio-professionele inschakeling erkend door het AVIQ krachtens het Besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk III, betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socio-professionele inschakeling;
- De "Missions régionales pour l'emploi" erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van het Waalse Gewest van 11 maart 2004;
- De Interfederatie van de "CISP ASBL", aangesteld krachtens het Decreet van het Waalse Gewest betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling van 10 juli 2013;
- De "InterMire ASBL", aangesteld krachtens het Decreet van het Waalse Gewest van 19 maart 2009 houdende wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;
- De "PMTIC"-centra erkend krachtens het Decreet van 3 februari 2005 over het mobiliseringsplan voor informatie- en communicatietechnologieën;
- De Regenbooghuizen en hun federatie, erkend krachtens Boek VII van het Waals Wetboek van sociale Actie en Gezondheid betreffende de steun aan lesbiennes, homoseksuelen, biseksuelen en transseksuelen en het Besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2015 houdende uitvoering van het Boek VII van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en tot invoeging in het Reglementair Wetboek van een Boek VIII betreffende de steun aan lesbiennes, homoseksuelen, biseksuelen en transseksuelen.

Art. 2. Onder "werknemers", wordt verstaan: de mannelijke en vrouwelijke werklieden en bedienden.

Art.3.

§1. In toepassing van het Driepartijenraamakkoord 2007-2009 van 28 februari 2007 voor de Waalse privé non-profitsector genieten de werknemers die in de in artikel 1 opgesomde instellingen tewerkgesteld zijn en die aangesloten zijn bij een van de representatieve werknemersorganisaties die in het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en van het Waalse Gewest zetelen, een jaarlijkse vakbondspremie die uitbetaald wordt door de vzw "Fonds intersyndical des secteurs de la Région wallonne", hierna het "fonds" genoemd, vanaf het jaar 2007 (refertejaar 2006).

§2. In afwijking van §1, met toepassing van het Driepartijenraamakkoord 2018-2020 van 2 mei 2019 voor de Waalse privé non-profitsector, genieten de werknemers tewerkgesteld in de hieronder vermelde instellingen, aangesloten bij één van de representatieve werknemersorganisaties die zitting hebben in het Paritair subcomité 329.02, een jaarlijkse vakbondspremie, gestort door de VZW "Fonds intersyndical des secteurs de la Région wallonne", hierna het "Fonds" genoemd en dit, vanaf het jaar 2019 (refertejaar 2018):

- De "Initiatives locales d'intégration" erkend krachtens Boek II van het Waals Wetboek van sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen en van het Besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen en personen van buitenlandse herkomst;
- De diensten voor vertalen en tolken in een sociale context erkend krachtens het Boek II van het Waals Wetboek van sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen en van het Besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen;
- De Interfederatie van de "CISP ASBL", aangesteld krachtens het Decreet van het Waalse Gewest betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling van 10 juli 2013;
- De "InterMire ASBL", aangesteld krachtens het Decreet van het Waalse Gewest van 19 maart 2009 houdende wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;
- De "PMTIC"-centra erkend krachtens het Decreet van 3 februari 2005 over het mobiliseringsplan voor informatie- en communicatietechnologieën;
- De Regenbooghuizen en hun federatie, erkend krachtens Boek VII van het Waals Wetboek van sociale Actie en Gezondheid betreffende de steun aan lesbiennes, homoseksuelen, biseksuelen en transseksuelen en het Besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2015 houdende uitvoering van het Boek VII van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en tot invoeging in het Reglementair Wetboek van een Boek VIII betreffende de steun aan lesbiennes, homoseksuelen, biseksuelen en transseksuelen.

Art. 4. De werkgevers dienen aan al hun werknemers, met het loonbriefje van januari van elk jaar en langs dezelfde weg als dat loonbriefje, het aanvraagformulier tot betaling van de premie, waarvan het model als bijlage 1 aan deze overeenkomst gehecht wordt, te verstrekken. Voor werknemers die in de maand januari geen deel meer uitmaken van het personeel verstrekken de werkgevers het formulier aan de werknemers op het ogenblik van hun vertrek uit de instelling of bezorgen het hen, ten laatste in de loop van de maand januari, per brief of per e-mail.

Art. 5. De werkgevers zijn er niet toe gehouden het in artikel 4 bedoelde formulier te bezorgen aan de werknemers die met de instelling verbonden waren met een arbeids-overeenkomst voor een periode van minder dan drie maanden in de loop van het refertejaar.

Art. 6. In afwijking van artikel 4 wordt het in bijlage 2 bedoeld formulier betreffende het refertejaar 2018 aan de werknemers verstrekt samen met het loonbriefje van de maand oktober 2019 voor de sectoren:

- De "Initiatives locales d'intégration" erkend krachtens Boek II van het Waals Wetboek van sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen en van het Besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen;
- De diensten voor vertalen en tolken in een sociale context erkend krachtens het Boek II van het Waals Wetboek van sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen en van het Besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen;
- De Interfederatie van de "CISP ASBL", aangesteld krachtens het Decreet van het Waalse Gewest betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling van 10 juli 2013;
- De "InterMire ASBL", aangesteld krachtens het Decreet van het Waalse Gewest van 19 maart 2009 houdende wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;
- De "PMTIC"-centra erkend krachtens het Decreet van 3 februari 2005 over het mobiliseringsplan voor informatie- en communicatietechnologieën;
- De Regenbooghuizen en hun federatie, erkend krachtens Boek VII van het Waals Wetboek van sociale Actie en Gezondheid betreffende de steun aan lesbiennes, homoseksuelen, biseksuelen en transseksuelen en het Besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2015 houdende uitvoering van het Boek VII van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en tot invoeging in het Reglementair Wetboek van een Boek VIII betreffende de steun aan lesbiennes, homoseksuelen, biseksuelen en transseksuelen.

In het geval van de werknemers die geen deel meer uitmaken van het personeel in de maand oktober 2019, zullen de werknemers hen het formulier per post of per e-mail bezorgen in de loop van deze maand.

Art. 7. Wanneer het fonds verneemt dat een werkgever het in artikel 4 en 6 bedoeld formulier, om welke reden dan ook, niet aan alle betrokken personeelsleden heeft uitgedeeld, stuurt het aan die werkgever een herinnering in de vorm van een brief met afschrift aan de in het paritair subcomité vertegenwoordigde representatieve werkgeversorganisatie en aan de voorzitter van dit paritair subcomité.

De werkgever op wie de herinnering betrekking heeft stuurt binnen 30 dagen na ontvangst van de herinnering het formulier voor het/de betreffende jaar/jaren naar de werknemers.

De werkgever die in gebreke blijft door het formulier uit te delen binnen een termijn die, wegens die vertraging, niet toestaat dat de financiering van de premies door het Waalse Gewest als financierende overheid van het fonds in aanmerking genomen kan worden, moet, op vraag van het fonds, het bedrag dat overeenstemt met het aantal premies zoals dat door de voorzitter van het paritair subcomité wordt vastgesteld op basis van het aantal formulieren, aan het fonds doorstorten.

De werkgever die de formulieren niet binnen de termijn van dertig dagen uitgereikt heeft moet aan en op vraag van het fonds, het bedrag dat overeenstemt met het aantal premies zoals dat door de voorzitter van het paritair subcomité wordt vastgesteld op basis van het aantal door de vakorganisaties aangegeven aangesloten leden, doorstorten.

Evenwel, de werkgever die in gebreke blijft, maar het formulier wel uitdeelt binnen een termijn die toestaat dat de premies door het Waalse Gewest als financierende overheid van het fonds in aanmerking kunnen genomen worden, hetzij tijdens het lopende jaar, hetzij als achterstallen, moet, op zijn aanvraag, de terugbetaling door het fonds bekomen van de in voorgaande alinea's bedoelde bedragen, binnen de 30 dagen na de inning door het fonds. Bij ontstentenis dient dat laatste de onmogelijkheid van terugvordering van de sommen door het Waalse Gewest te staven.

Art. 8. Voor de werknemers wier activiteit tegelijk onder het Waalse Gewest en onder de Franse Gemeenschap valt zijn de vakbonds-premies niet cumuleerbaar.

Zij zullen de gunstigste premie genieten, met name die welke van het Waalse Gewest afhangt op de datum van ondertekening van deze overeenkomst. Derhalve moet enkel het formulier betreffende de vakbondspremie voor de sectoren van het Waalse Gewest dus worden bezorgd aan de betrokken werknemers volgens de procedure waarin is voorzien. Elke wijziging in verband hiermee moet vooraf worden overlegd onder de ondertekenende partijen.

De vakorganisaties staan in voor de betaling van de vakbondspremie in overeenstemming met de bepalingen die van kracht zijn.

Art. 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heft de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 2007 betreffende de toekenning van een vakbondspremie aan het personeel van de socio-culturele sector die van het Waalse Gewest afhangt op en vervangt deze (Overeenkomst geregistreerd op 25 juni 2007 onder het nummer 83445/CO/329.02).

Zij treedt in werking op 1 mei 2019. Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan worden opgezegd mits inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden die per aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest betekend wordt. Deze informeert de andere partijen.

16 septembre

Bijlage 1 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 20-mei 2019, gesloten in het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest, betreffende de toekenning van een vakbondspremie aan het personeel van de socio-culturele sector die van het Waalse Gewest afhangt

Intersyndicaal Fonds van de sectoren van het Waalse Gewest - Socio-culturele sector

Aanvraag vakbondspremie: Dienstjaar 20...- betaalbaar in 20...

Dit formulier wordt verstrekt in het kader van de betaling van de vakbondspremie aan het personeel van de sectoren van de non-profit dat afhangt van de Franse Gemeenschap, dat uitsluitend behoort tot de sectoren vermeld op de keerzijde.

De werkgevers moeten dit formulier uitdelen met het loonbriefje van de maand januari.

De bij een vakbond aangesloten werknemers moeten dit formulier vóór de maand april aan hun vakbondsorganisatie bezorgen.

In te vullen door de werkgever

Identificatie van de werkgever

Stempel van de werkgever

Naam van de vereniging:.....

Adres:.....

RSZ-nr.:.....P.S.C. 329.02

SECTOR(EN): gelieve op de achterzijde van dit document, de sector(en) aan te kruisen waaronder u valt.

Identificatie van de werknemer

Naam:.....Voornaam:

Nr. Rijksregister:.....

Adres:.....

Tewerkstellingsperiode:.....

Tewerkstellingsbreuk:.....

Ik bevestig dat de medegedeelde informatie oprecht en volledig is

Handtekening van de werkgever of van zijn vertegenwoordiger:

In te vullen door de werknemer*

Vakorganisatie:

Lidnummer :

Datum aansluiting:

E-mailadres:

Rekeningnr. (voor terugbetaling) : BE.....

Vakbondsbijdrage: voltijds deeltijds

Ik bevestig dat de medegedeelde informatie oprecht en volledig is.

Datum:.....Handtekening:

**Om het privéleven te beschermen, worden de nieuwe Europese regels betreffende de algemene verordening betreffende de bescherming van de gegevens (AVG - Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement) nageleefd. De informatie die werd medegedeeld op dit formulier mag enkel worden gebruikt in het kader van de verwerking van de vakbondspremie zoals bepaald door de CAO van 2-juli-2012, gewijzigd door de CAO van 26-06-2018. De ondergetekende geeft zijn formele toestemming voor dit gebruik.*

16 september 2019

Sectoren van het Waalse Gewest gedekt door de vakbondspremie die overeenstemt met dit formulier*Gelieve hieronder de sector aan te kruisen waaronder u valt:*

- De gewestelijke integratiecentra
- De lokale integratie-initiatieven
- De diensten voor vertalen en tolken in een sociale context
- De "centres de formation professionnelle AVIQ"
- De "centres d'insertion socioprofessionnelle"
- De "missions régionales pour l'emploi"
- De "interfédé des CISP"
- De "Intermire"
- De "PMTIC"-centra
- De regenbooghuizen

~~16 september~~

Bijlage 2 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 mei 2019, gesloten in het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franse en Duitstalige Gemeenschap en van het Waalse Gewest, betreffende de toekenning van een vakbondspremie aan het personeel van de socio-culturele sector dat van het Waalse Gewest afhangt.

Intersyndicaal Fonds van de sectoren van het Waalse Gewest - Socio-culturele sector

Aanvraag vakbondspremie: Dienstjaar 2018 - betaalbaar in 2019

Dit formulier wordt verstrekt in het kader van de betaling van de vakbondspremie aan het personeel van de sectoren van de non-profit dat afhangt van het Waalse Gewest, dat uitsluitend behoort tot de sectoren vermeld op de keerzijde. De werkgevers dienen dit formulier samen met het loonbriefje van de maand oktober 2019 uit te reiken. De bij een vakbond aangesloten werknemers moeten dit formulier vóór de maand januari 2020 aan hun vakbondsorganisatie bezorgen.

In te vullen door de werkgever

Identificatie van de Werkgever

Stempel van de werkgever

Naam van de vereniging:.....

Adres:.....

RSZ-nr.:.....P.S.C. 329.02

Sector(en): gelieve op de achterzijde van dit document, de sector(en) aan te kruisen waaronder u valt.

Identificatie van de werknemer

Naam:.....Voornaam:

Nr. Rijksregister:.....

Adres:.....

Tewerkstellingsperiode:.....

Tewerkstellingsbreuk:.....

Ik bevestig dat de medegedeelde informatie oprecht en volledig is.

Handtekening van de werkgever of van zijn vertegenwoordiger:

In te vullen door de werknemer*

Vakorganisatie:

Lidnummer :

Datum aansluiting:

Emailadres:

Rekeningnr. (voor terugbetaling) : BE

VAKBONDSBIJDRAGE: Voltijds Deeltijds

Ik bevestig dat de medegedeelde informatie oprecht en volledig is.

Datum:

.....Handtekening:

**Om het privéleven te beschermen, worden de nieuwe Europese regels betreffende de algemene verordening betreffende de bescherming van de gegevens (AVG - Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement) nageleefd. De informatie die werd medegedeeld op dit formulier mag enkel worden gebruikt in het kader van de verwerking van de vakbondspremie zoals bepaald door de CAO van 2-juli-2012, gewijzigd door de CAO van 26-06-2018. De ondergetekende geeft zijn formele toestemming voor dit gebruik.*

16 september 2019

Sectoren van het Waalse Gewest gedekt door de vakbondspremie die overeenstemt met dit formulier*Gelieve hieronder de sector aan te kruisen waaronder u valt:*

- De lokale integratie-initiatieven
- De diensten voor vertalen en tolken in een sociale context
- De "interfédé des CISP"
- De "Intermire"
- De "PMTIC"-centra
- De regenbooghuizen